

Table des matières

(avec renvoi aux pages)

Remerciement.....	5
Préface	7
Liste des abréviations.....	9
Sommaire	11
INTRODUCTION	13

PARTIE 1

La phase judiciaire liminaire de la procédure

CHAPITRE 1. DE LA DEMANDE EN PARTAGE DANS L'ACTE INTRODUCTIF D'INSTANCE AU JUGEMENT DÉSIGNANT LE NOTAIRE-LIQUIDATEUR.....	17
Section 1. L'action en partage et ses caractéristiques	17
1. <i>L'action en partage est d'ordre public</i>	17
1 Généralités.....	17
2 Droit discrétionnaire	17
2. <i>L'action en partage est indivisible</i>	18
3 Généralités.....	18
4 Détermination préalable des droits des parties par le juge	18
5 Intervention volontaire.....	19
6 Intervention forcée	20
7 Reprise d'instance.....	20
8 Tierce opposition	20
9 Application en degré d'appel.....	21
10 Indivisibilité et (re)qualification de la demande	22
11 Autre conséquence procédurale liée à l'indivisibilité de l'action en partage avant les modifications apportées par la loi pot-pourri V.....	23

12	Incidence de la loi pot-pourri V	24
3.	<i>L'action en partage est imprescriptible</i>	25
13	Généralités	25
4.	<i>L'action en partage est réciproque</i>	25
14	Généralités	25
Section 2. La saisine initiale du tribunal		26
1.	<i>L'acte introductif d'instance et les conséquences du mauvais usage du mode introductif</i>	26
15	Mode introductif normal	26
16	Mauvais usage du mode introductif – Pas de nullité sans texte – Pas de nullité sans grief	26
17	Grief réparable	27
18	Applications jurisprudentielles	27
19	Conséquences du défaut sur l'examen de la régularité de l'acte introductif d'instance	28
2.	<i>La compétence matérielle</i>	29
20	Généralités	29
21	Nécessité d'une indivision pour qu'il y ait partage	30
22	Saisine d'une mauvaise section du tribunal – Application de l'article 88, § 2, du Code judiciaire	30
23	Conséquences du défaut sur l'examen de la compétence matérielle	32
3.	<i>La compétence territoriale</i>	33
24	Généralités	33
25	Article 629bis, § 1 ^{er} , du Code judiciaire	34
26	Applications jurisprudentielles	36
27	Saisine d'une mauvaise division du tribunal – Application de l'article 88, § 2, du Code judiciaire	37
28	Application jurisprudentielle	38
29	Conséquences du défaut sur l'examen de la compétence territoriale	38
Section 3. La recevabilité de la demande		39
30	Généralités	39
31	Intérêt à agir	40
32	Applications jurisprudentielles	40
33	Qualité à agir	41
34	Indivisaire pourvu d'un administrateur	41
35	Coindivisaire déclaré en faillite	42
36	Demande de liquidation-partage diligentée au nom et pour compte d'enfants mineurs	44
37	Demande de liquidation-partage formulée reconventionnellement par un héritier légal exclu de la succession n'ayant pas formellement exercé l'action en réduction	45
Section 4. Examen des demandes formulées dans l'acte introductif d'instance		46
1.	<i>La demande de partage et de désignation d'un notaire</i>	47
38	Principe	47

39	Compétence territoriale du notaire.....	48
40	Demande de désigner un notaire chargé de représenter les défaillants et les récalcitrants.....	48
41	Demande de désigner deux notaires-liquidateurs.....	49
42	Applications jurisprudentielles.....	50
43	Demande de désigner une étude de notaires.....	51
44	Demande de désigner un second notaire qui « viendrait suppléer le premier en cas de refus, empêchement de celui-ci ou s'il existe des circonstances de nature à soulever des doutes légitimes sur son impartialité ou sur son indépendance ».....	51
45	Demande de désignation d'un notaire pour procéder à l'inventaire.....	51
<i>2. Les demandes de vendre un ou plusieurs immeuble(s) dépendant de l'indivision</i>		53
46	Demande d'autoriser d'emblée (ou « le cas échéant ») la vente publique des biens non commodément partageables – Rappel du régime ancien.....	53
47	Notion de bien commodément partageable en nature.....	53
48	Appréciation du caractère commodément partageable ou non d'un bien	55
49	Demande prématurée au stade du jugement de désignation de notaire	55
50	Exceptions – Cas dans lesquels le tribunal pourra ordonner d'emblée la vente publique.....	57
51	Demande d'entendre désigner un notaire territorialement compétent pour procéder à la vente	57
<i>3. Les demandes autour de l'expertise au stade liminaire de la phase judiciaire</i>		58
52	Demande de faire désigner le notaire-liquidateur en tant qu'expert judiciaire	58
53	Demande d'entendre autoriser le notaire-liquidateur à désigner lui-même un expert judiciaire.....	59
54	Assistance du notaire par un sapiteur	59
55	Demande d'entendre désigner un expert judiciaire.....	60
56	Déclenchement de la mesure d'expertise par le notaire	62
57	Contenu de la mission de l'expert.....	63
58	Expertise simplifiée.....	64
59	Expertise dans le cadre de la loi du 29 août 1988 (modifiée par la loi du 23 août 2015) relative au régime successoral des exploitations agricoles	65
60	Répartition de la provision due à l'expert.....	65
61	Taxation des honoraires de l'expert	66

4. Les demandes relatives à des biens situés à l'étranger	67
62 Demande de désignation d'un notaire étranger .	67
63 Demande d'entendre prononcer un partage distinct de certains biens situés à l'étranger.....	68
64 Pouvoir d'appréciation du tribunal	70
65 Applications jurisprudentielles.....	71
66 Demande d'expertise de biens à l'étranger	72
5. Les contestations préalables	73
67 Demande de voir trancher des contestations préalables.....	73
68 Moment de la saisine du tribunal	76
69 Pouvoir d'appréciation du tribunal	77
70 Applications jurisprudentielles.....	77
71 Contestation préalable déterminant l'existence même d'une indivision	78
72 Articulation avec l'article 1224/2 du Code judiciaire sur l'appel – Perte potentielle du double degré de juridiction	79
6. Les accords.....	82
73 Demande de faire acter des accords	82
7. Les moyens invoqués (en vain) pour s'opposer à la demande de liquidation-partage	82
74 Généralités.....	82
75 Offre de reprise d'un bien indivis.....	82
76 Accord prétendu de ne pas exiger le partage	83
77 Existence d'une déclaration de succession signée par tous les indivisaires	85
78 Refus de consentir à un projet de répartition amiable.....	85
79 Partage souhaité sous la forme d'une cession de droits indivis	85
80 Indivision prétendument inexistante.....	85
81 Abus de droit – Intention de nuire	86
8. Les dépens.....	86
82 Généralités.....	86
83 Liquidation des dépens au stade du jugement de désignation du notaire-liquidateur.....	88
84 Incidence de la loi du 14 octobre 2018 modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue de réformer les droits de greffe	89
9. L'exécution provisoire des décisions en matière de liquidation-partage	91
85 Réformes	91
86 Régime général.....	91
10. La demande de sortie d'indivision formulée pour la première fois en degré d'appel.....	91
87 Principes.....	91

CHAPITRE 2. QUESTIONS PARTICULIÈRES AUTOUR DU CONCEPT D'INDIVISION	93
Section 1. Contours de la notion d'indivision	93
88 Définition	93
89 Existence d'une indivision fortuite	93
90 Existence d'une indivision entre les parties à la cause	94
91 Existence d'une indivision quant aux droits réels invoqués	96
92 Existence d'une indivision quant à des parts sociales	97
93 Inexistence d'une indivision – Cas particulier du litige qui concerne uniquement des comptes et des décomptes financiers à opérer entre parties	97
94 Applications jurisprudentielles	98
95 Inexistence d'une indivision ordinaire – Cas particulier de l'indivision soumise au régime de la copropriété forcée	99
Section 2. L'indivision en présence d'un démembrement du droit de propriété	101
96 Généralités	101
97 Applications jurisprudentielles	101
Section 3. Le cas spécifique de l'indivision volontaire	103
98 Inapplicabilité de l'article 815 du Code civil à l'indivision volontaire	103
99 Nuances apportées par la Cour de cassation – Disparition de la cause	104
100 Applications jurisprudentielles par les juridictions de fond de la jurisprudence de la Cour de cassation	105
101 Cessation de l'association conjugale	105
102 Cessation de l'association non conjugale	109
103 Cas particulier de l'indivision volontaire devenue fortuite	110
104 Incidence de la vente de droits indivis par une partie des indivisaires à un tiers dans le cadre d'une indivision fortuite	111
CHAPITRE 3. QUESTIONS DE PROCÉDURE	113
Section 1. Les débats succincts et la mise en état	113
105 Article 735 du Code judiciaire	113
Section 2. L'audience – La représentation et la comparution personnelle des parties	114
106 Publicité des débats	114
107 Article 728 du Code judiciaire	114
108 Inapplicabilité de l'article 1253ter/2 du Code judiciaire en matière de liquidation-partage	114
109 Mandat <i>ad litem</i> de l'avocat	115

110	Avocat non mandaté pour solliciter la liquidation-partage – Désaveu	115
Section 3. Le défaut		116
111	Généralités	116
112	Application en matière de liquidation-partage – Ordre public procédural	117
113	Application en matière de liquidation-partage – Demandes au fond	118

PARTIE 2

La phase notariale de la procédure

CHAPITRE 1. DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS « SANS INCIDENT » DEVANT LE NOTAIRE		121
Section 1. La présence des parties devant le notaire et le pouvoir de contrôle du notaire sur le mandat <i>ad litem</i> de l'avocat		121
114	Généralités	121
115	Procuration authentique donnée par un indivisaire à un tiers	122
Section 2. La phase amiable préalable et les accords		123
116	Possibilité de tenir une phase amiable préalable à la phase judiciaire	123
117	Accords amiables durant la phase notariale	123
118	Un accord passé devant le notaire doit-il être entériné par le tribunal ?	124
Section 3. Le procès-verbal d'ouverture des opérations		125
119	Généralités	125
120	Autre indivision concernée	126
121	Biens situés dans un autre ressort	127
122	Biens situés à l'étranger	127
123	Contenu minimal du procès-verbal d'ouverture des opérations	128
Section 4. Les calendriers des opérations		128
1. Présentation des calendriers		128
124	Calendrier conventionnel	128
125	Calendrier légal supplétif	131
126	Computation des délais	133
127	Interruption des délais	135
128	Sanctions du non-respect des délais	135
2. Problématiques spécifiques – Relevé de jurisprudence		136
129	Refus de signer le procès-verbal d'ouverture des opérations contenant un calendrier conventionnel – Conséquences sur les délais	136
130	Calendrier conventionnel partiel – Absence de fixation de l'étape suivante – Conséquences sur l'admissibilité des revendications	137

131	Calendrier conventionnel partiel – Absence de fixation de l'étape suivante – Conséquences sur les délais	138
132	Calendrier conventionnel partiel – Absence de fixation de l'étape suivante – Conséquences sur la suite des opérations	141
133	Calendrier conventionnel – Modification tacite ..	141
Section 5. L'inventaire		142
134	Généralités	142
135	Corps de l'inventaire	143
136	Rôle du notaire	144
137	Importance fondamentale de l'inventaire dans la procédure de liquidation	144
138	Nécessité d'un inventaire	146
139	Renonciation définitive à l'inventaire	147
140	Renonciation provisoire à l'inventaire	147
141	Difficultés probatoires liées à l'absence d'inventaire	148
142	Refus de se rendre en l'étude du notaire pour l'inventaire	151
143	Difficultés en cours d'inventaire – Compétence concurrente du juge de paix et du tribunal de la famille	151
144	Clôture d'inventaire	152
145	Refus de prêter serment – Astreinte	153
146	Complément d'inventaire – Nouvel inventaire ..	154
Section 6. L'évaluation judiciaire ou amiable des biens		156
147	Évaluations	156
1. L'expertise judiciaire		156
148	Communication du rapport d'expertise judiciaire et incidence sur les délais pour émettre des revendications	156
149	Force du rapport d'expertise devant le notaire ..	157
150	Force du rapport d'expertise devant le tribunal.	157
2. L'estimation amiable		159
151	Généralités	159
152	Absence d'effet contraignant de l'estimation amiable	159
153	Mécanisme de la tierce décision obligatoire	161
154	Pouvoir de contrôle marginal du juge	161
155	Abus de droit	163
3. Actualisation des valeurs		165
156	Actualisation de l'estimation amiable et judiciaire	165
Section 7. Les revendications, l'aperçu des revendications et les observations		165
1. Les revendications		165
1.1. GÉNÉRALITÉS		165
157	Revendications – Notion	165
158	Communication des revendications	166

159	Revendications spécifiques – Attribution préférentielle – Action en réduction	166
160	Effet interruptif de prescription.....	168
161	Dépassement des délais – Conséquences.....	168
1.2. RELEVÉ DE JURISPRUDENCE.....		169
162	Prise de cours du délai pour formuler les revendications – Absence de clôture d'inventaire.....	169
163	Revendication générale et non explicitée formulée dans les délais – Précisions ultérieures, faites hors délais – Rejet de la revendication	170
164	Revendication précise formulée dans les délais – Actualisations ultérieures faites hors délais – Acceptation de l'actualisation.....	172
165	Revendications nouvelles formulées dans le délai des répliques – Acceptation	172
166	Revendication tardive au regard du premier délai mais anticipative au regard du second délai pour ce faire – Acceptation.....	173
167	Revendication tardive – Accord exprès de l'autre partie – Acceptation	174
168	Revendication tardive – Accord implicite de l'autre partie – Acceptation	176
169	Revendication tardive – Cause de justification invoquée (absence de disposition des éléments nécessaires à l'établissement des revendications) – Rejet.....	176
170	Revendication tardive – Abus de droit procédural – Acceptation.....	177
171	Revendication tardive des intérêts sur une créance – Acceptation	178
2. L'aperçu des revendications.....		179
172	Notion	179
173	Avis émis par le notaire par suite de l'aperçu des revendications.....	180
3. Les observations ensuite de l'aperçu des revendications.....		181
174	Généralités.....	181
Section 8. L'état liquidatif		181
175	Généralités.....	181
176	Expertise en cours et état liquidatif.....	182
177	Attribution des lots et clôture des opérations.....	183
178	Refus de signer le procès-verbal de communication de l'état liquidatif	183
Section 9. Le procès-verbal des litiges ou difficultés.....		184
179	Généralités.....	184
1. Les contredits.....		185
180	Contredit – Notion.....	185
181	Délais et formalités pour contredire	187
182	Computation des délais.....	187

183	Cas du notaire-liquidateur laissant moins d'un mois aux parties pour contredire à l'état liquidatif.....	189
184	Absence d'informations ou informations inexactes voire ambiguës données par le notaire-liquidateur pour contredire.....	190
185	Sanction – Écartement du contredit tardif devant le notaire	194
186	Écartement du contredit tardif à la demande d'une partie et non d'office par le juge.....	194
187	Contredits adressés dans le délai à un autre notaire que le notaire-liquidateur mais hors délai à ce dernier	195
188	Contredits émis pour la première fois lors de la phase d'homologation – Rejet.....	195
189	Contredits tardifs – Refus ultérieur du revendiquant tardif de reprendre l'immeuble placé dans son lot – Vente publique décidée <i>motu proprio</i> par le notaire-liquidateur – Prix de vente inférieur à celui repris dans l'état liquidatif devenu définitif – Second état liquidatif après vente publique – Nouveaux contredits – Rejet de ceux-ci.....	196
190	Exceptions à la règle de la forclusion.....	197
191	Recevabilité du « contredit » devant le tribunal qui répond à l'avis du notaire dans lequel celui-ci modifie sa position telle qu'exprimée dans l'état liquidatif.....	199
192	Recevabilité d'une argumentation nouvelle à l'appui d'un contredit régulièrement émis.....	201
2. L'avis du notaire		202
193	Forme et contenu de l'avis du notaire	202
194	Cas du défaut d'avis.....	203
3. La phase judiciaire sur contredits.....		205
195	Procédure.....	205
196	Dépôt du procès-verbal des litiges ou difficultés lorsque la cour d'appel est ou a été saisie – Juridiction compétente	205
197	Absence du procès-verbal du notaire au dossier de la procédure – Conséquence	206
198	Renonciation aux contredits durant la phase judiciaire.....	207
199	Jugement d'homologation	207
200	Liquidation des dépens au stade du jugement d'homologation.....	207
201	Jugement contenant des directives ou des adaptations	208
202	L'état liquidatif adapté selon les directives du tribunal doit-il être homologué ?.....	208
4. La phase postérieure à l'adaptation de l'état liquidatif par le tribunal.....		209
203	Nouveau contredit lié à l'adaptation de l'état liquidatif.....	209

204	Contredit déjà émis antérieurement – Rejet	210
205	Réitération d'une revendication identique déjà rejetée – Rejet.....	211
Section 10. La communication des pièces, écrits et actes		
	de procédure.....	213
206	Sollicitation des pièces pertinentes par le notaire	213
207	Communication des pièces durant la phase notariale – Généralités.....	214
208	Pièces communiquées en dehors des délais et/ou des formes prévues devant le notaire- liquidateur	215
209	Production de pièces communiquées hors délais et/ou de pièces nouvelles devant le tribunal – Article 740 du Code judiciaire	217
CHAPITRE 2. LES « INCIDENTS » DE LA PHASE NOTARIALE.....		
210	Contenu.....	221
Section 1. La vente d'un bien immobilier.....		
211	Généralités.....	221
212	« Capacité » du notaire à décider de la vente publique d'un bien immobilier	221
213	Intervention du juge de la liquidation.....	223
214	Dépôt de la procédure sur contredits relatifs à la vente publique lorsque la cour d'appel est ou a été saisie – Jurisdiction compétente.....	224
215	Problématique de l'accès aux lieux par le notaire..	224
216	Conditions de la vente – Mise à prix	225
217	Refus du notaire de prendre l'enchère d'un indivisaire	226
218	Païement du prix de vente de l'immeuble acquis par l'un des coindivisaires par compensation avec ses droits dans la masse	227
Section 2. L'expertise.....		
219	Renvoi	228
Section 3. Le procès-verbal intermédiaire.....		
220	Généralités.....	229
221	Procédure.....	231
222	Dépôt du procès-verbal intermédiaire lorsque la cour d'appel est ou a été saisie – Jurisdiction compétente.....	232
223	Position des parties et avis du notaire	233
224	Possibilité de compléter devant le tribunal les positions émises	233
225	Hypothèse où aucune position n'a été émise	234
226	Cas du défaut	234
227	Cas d'application.....	236
228	Cas d'application particulier – Attribution préférentielle – Demande prématurée	236
229	Cas d'application particulier – Demande de vente publique d'immeuble – Rejet.....	237

230	Liquidation des dépens au stade du jugement statuant sur un procès-verbal intermédiaire.....	237
231	Communication du jugement au notaire.....	237
232	Effet dévolutif.....	238
Section 4. La découverte de faits nouveaux ou de nouvelles pièces déterminantes		
233	Généralités.....	238
234	Qu'est-ce qu'un fait nouveau ou une pièce nouvelle déterminants ?.....	239
235	Cas d'application – Nouvelles pièces déterminantes.....	240
CHAPITRE 3. L'INTERVENTION DE TIERS NON INDIVISAIRES DANS LA PROCÉDURE DE LIQUIDATION-PARTAGE		
236	Contenu.....	243
Section 1. Le tiers créancier non revendiquant.....		
237	Base légale – Article 882 du Code civil	243
238	Applications jurisprudentielles.....	244
Section 2. Le tiers revendiquant		
239	Position de la question	244
240	Applications jurisprudentielles – Créance revendiquée par le(s) parent(s) d'un indivisaire.	245
241	Cas particulier – Cession de créance par le parent à son enfant indivisaire	246
242	Créance revendiquée par la société d'un indivisaire	246
Section 3. Le tiers subissant.....		
243	Position de la question	248
244	Pistes de solution	248
CHAPITRE 4. LES DROITS ET DEVOIRS DU NOTAIRE.....		
Section 1. Le devoir de conseil et l'obligation d'impartialité du notaire.....		
245	Généralités.....	251
246	Applications jurisprudentielles.....	253
Section 2. Le droit d'être provisionné.....		
247	Tarification des actes et honoraires des notaires	253
248	Droit de solliciter une provision	254
249	Article 1210, § 5, du Code judiciaire – Répartition de la provision	255
250	Droit du notaire de refuser de poursuivre sa mission à défaut d'être provisionné ?.....	257
251	Essai de synthèse.....	260
252	Pouvoir d'initiative du notaire par le biais d'un procès-verbal intermédiaire.....	261
253	Pouvoir d'initiative des parties sur pied de l'article 19, alinéa 3, du Code judiciaire.....	261
254	Taxation d'honoraires.....	262
255	Assistance judiciaire	263

PARTIE 3

La phase judiciaire pendant la phase notariale

INTRODUCTION	269
256 Généralités.....	269
CHAPITRE 1. SAISINE DU TRIBUNAL SUR PIED DE L'ARTICLE 19, ALINÉA 3, DU CODE JUDICIAIRE.....	271
Section 1. Mode d'introduction et recevabilité de la demande.....	271
257 Disposition légale	271
258 Introduction de la demande	271
259 Demande sur pied de l'article 19, alinéa 3, du Code judiciaire lorsque la cour d'appel est ou a été saisie – Jurisdiction compétente.....	272
260 Recevabilité d'une demande formée sur pied de l'article 19 du Code judiciaire au cours de la phase notariale.....	274
Section 2. Articulation de l'article 19, alinéa 3, du Code judiciaire avec la loi du 13 août 2011.....	277
261 <i>Lex specialis derogat generali</i>	277
262 Analyse de l'objet de la demande	278
263 Applications jurisprudentielles.....	280
264 Demandes déclarées fondées.....	280
265 Demandes non fondées.....	282
266 Demande nécessitant une saisine par le notaire – Rejet.....	282
267 Préentions touchant au fond du droit – Rejet...	282
268 Demande portant sur l'attribution de capitaux inexistants – Rejet.....	283
269 Absence de droits manifestes sur base d'un examen <i>prima facie</i> – Rejet.....	283
270 Demande d'annulation d'une mesure prise antérieurement sur pied de l'article 19, alinéa 3	285
271 Règles relatives à la charge de la preuve.....	285
Section 3. Portée et effets des décisions prises sur pied de l'article 19, alinéa 3.....	287
272 Portée des décisions prononcées sur base de l'article 19, alinéa 3, du Code judiciaire.....	287
273 Effet sur la phase notariale d'une procédure initiée sur pied de l'article 19, alinéa 3, du Code judiciaire.....	287
274 Exécution provisoire de la décision	287
275 Liquidation des dépens	287
Section 4. L'appel des décisions prononcées sur pied de l'article 19, alinéa 3	288
276 Caractère appelable de la décision	288
277 Débats succincts en degré d'appel.....	288
278 Effet dévolutif.....	288

279	L'article 19, alinéa 3, du Code judiciaire peut-il être invoqué pour la première fois en degré d'appel ?	288
CHAPITRE 2. SAISINE DU TRIBUNAL SUR PIED DES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES DE LA LOI DU 13 AOÛT 2011		
Section 1. Les demandes de remplacement de notaire		
1. Généralités		
280	Présentation des hypothèses de remplacement ..	291
281	Procédure distincte	292
282	Charge de la preuve	293
283	Liquidation des dépens – Indemnité de procédure	293
284	Effet d'une décision de remplacement	294
2. L'article 1211, § 1^{er}, du Code judiciaire		
2.1. LES CAS DE REMPLACEMENT VISÉS PAR CETTE DISPOSITION		
285	Disposition légale	294
286	Application aux anciennes procédures	294
287	Procédure	295
288	Notaire appelé à la cause	295
289	Cas de refus de la mission	295
290	Cas d'empêchement	296
291	Cas d'impartialité – Notion	296
2.2. ANALYSE DE JURISPRUDENCE : MOTIFS DE REMPLACEMENT ACCEPTÉS		
292	Notaire-liquidateur devenu notaire de l'une des parties et fréquentant le même groupe de chasse	297
293	Notaire-liquidateur ayant conseillé précédemment une des parties à propos de la liquidation-partage	298
294	Notaire-liquidateur conseillant une partie à l'occasion de son remariage en marge des opérations de liquidation-partage du régime matrimonial en cours	298
295	Notaire-liquidateur recevant pendant la liquidation-partage un acte pour un indivisaire	298
296	Comptabilité non rigoureuse du notaire-liquidateur	299
297	Prise de position du notaire-liquidateur suscitant légitimement un sentiment de partialité et de dépendance	299
298	Notaire-liquidateur étant intervenu précédemment en phase amiable	301
299	Lassitude du notaire-liquidateur eu égard au comportement d'une des parties	302
300	Tensions entre le notaire-liquidateur et l'une des parties et/ou un conseil	302
301	Notaire-liquidateur renonçant à poursuivre la gestion du dossier – Rupture du lien de confiance	302

2.3. ANALYSE DE JURISPRUDENCE : MOTIFS DE REMPLACEMENT REJETÉS.....	303
302 Notaire-liquidateur adoptant la position de l'une des parties et refusant celle de l'autre...	303
303 Notaire-liquidateur dont l'état liquidatif est partiellement invalidé par le tribunal.....	304
304 Notaire-liquidateur ayant embrassé et tutoyé une des parties ou le conseil d'une partie.....	304
305 Notaire-liquidateur ayant échangé avec le conseil de l'une des parties sur Facebook.....	305
306 Relations professionnelles entre l'étude du notaire-liquidateur et l'étude de l'huissier de justice de l'une des parties	306
307 Notaire-liquidateur ne prenant que les convenances des avocats et pas celles des indivisaires se défendant seuls	306
308 Notaire-liquidateur ne répondant pas à chacun des courriers de l'un des indivisaires.....	306
309 Notaire-liquidateur n'arrivant pas à progresser face à des indivisaires non assistés de conseil....	307
310 Notaire-liquidateur ayant qualifié le patrimoine de l'une des parties de « considérable ».....	307
311 Notaire-liquidateur dont l'associé a été le notaire de l'une des parties pour la passation d'un acte authentique antérieur.....	307
312 Difficultés d'accès à l'étude du notaire désigné .	308
313 Notaire-liquidateur refusant de poursuivre sa mission à défaut d'être provisionné – Ajournement de la demande	308
314 Notaire admis à la retraite	309
2.4. QUESTIONS DE PROCÉDURE.....	309
315 Effets d'une demande en remplacement de notaire sur la procédure en cours	309
316 Décision statuant sur une demande de remplacement non susceptible de recours	310
317 Demande de remplacement de notaire lorsque la cour d'appel est saisie ou a été saisie.	311
318 Essai de synthèse sur la juridiction compétente ..	312
3. <i>L'article 1220, § 2, du Code judiciaire</i>	314
3.1. LA SITUATION VISÉE PAR CETTE DISPOSITION	314
319 Disposition légale	314
320 Application aux anciennes procédures	314
321 Procédure.....	316
322 Notaire appelé à la cause	317
323 Sanctions à l'égard du notaire en cas de remplacement.....	317
3.2. APPLICATIONS JURISPRUDENTIELLES	317
324 Procédure intentée – Mise en place de délais à l'audience – Présence du notaire indispensable..	317
325 Procédure intentée – Dépôt de l'acte attendu dans l'intervalle – Demande de remplacement rejetée	317

326	Retard justifié par des circonstances légitimes – Demande de remplacement rejetée.....	318
327	Retard justifié par des motifs non légitimes – Demande de remplacement acceptée.....	319
Section 2. Les demandes relatives à l'expertise.....		320
328	Article 1213, § 3, du Code judiciaire.....	320
329	Procédure.....	320
330	Notaire appelé à la cause.....	320
331	Rôle du notaire-liquidateur.....	320
332	Rôle spécifique du notaire – Pouvoir d'étendre ou de modifier la mission de l'expert.....	321
333	Demande de désignation d'expert lorsque la cour d'appel est ou a été saisie – Juridiction compétente.....	322
334	Objet limité de la procédure.....	322
335	Expertise simplifiée.....	323
336	Opportunité d'une expertise judiciaire.....	324
337	Évaluation amiable du notaire-liquidateur – Rejet de la demande d'expertise.....	324
338	Évaluation amiable du notaire-liquidateur et d'un agent immobilier – Acceptation de la demande d'expertise.....	324
339	Évaluation d'une récompense immobilière – Rejet de la demande d'expertise – Évaluation de travaux – Acceptation de la demande d'expertise.....	325
340	Répartition de la provision due à l'expert.....	327
341	Liquidation des dépens.....	328
342	Remplacement de l'expert.....	328
Section 3. Les demandes de désignation d'un gestionnaire.....		328
343	Généralités.....	328
344	Article 19, alinéa 3, du Code judiciaire.....	330
345	Article 1212 du Code judiciaire – Procédure.....	331
346	Demande de désignation de gestionnaire lorsque la cour d'appel est ou a été saisie – Juridiction compétente.....	332
347	Recevabilité de la demande – Intérêt illégitime.....	333
348	Désignation d'un gestionnaire – Procédure par défaut (C. jud., art. 806).....	333
349	Qui désigner ?.....	334
350	Cas d'application – Désignation de l'un des indivisaires.....	335
351	Cas d'application – Désignation de deux gestionnaires, respectivement mandataire de chacune des parties.....	336
352	Pouvoirs du gestionnaire – Actes d'administration.....	337
353	Cas d'application – Larges pouvoirs d'administration.....	339
354	Cas d'application – Actes de disposition – Rejet..	339

355	Cas d'application – Pouvoirs du gestionnaire de faciliter la vente publique d'un immeuble indivis face à un indivisaire récalcitrant.....	340
356	Cas d'application – Mission restreinte à une partie des biens indivis et non à la totalité de l'indivision.....	340
357	Rémunération – Répartition du coût et taxation	340
358	Reddition de comptes et rapport de gestion.....	341
359	Difficulté dans l'exécution de la mission.....	341
360	Demande en taxation	342
361	Demande de taxation si un recours est pendant en appel.....	342
362	Liquidation des dépens	342
Section 4. La demande de production de documents.....		342
363	Généralités – Procédure	342
364	Demande de production de documents lorsque la cour d'appel est ou a été saisie – Juridiction compétente.....	343
365	Cas d'application.....	343
366	Et l'article 19, alinéa 3, du Code judiciaire ?.....	344
CHAPITRE 3. L'EXÉCUTION PROVISOIRE DES DÉCISIONS EN MATIÈRE DE LIQUIDATION-PARTAGE.....		345
Section 1. Le nouveau régime de l'exécution provisoire en instance		345
367	Généralités.....	345
368	Réformes	345
369	Jugements définitifs prononcés contradictoirement.....	346
370	Cas particulier des décisions rendues sur procès-verbal intermédiaire et des décisions homologuant l'état liquidatif.....	346
371	Suspension de l'exécution provisoire.....	347
372	Cas d'application – Refus de la suspension de l'exécution provisoire	347
373	Cas d'application – Acceptation de la suspension de l'exécution provisoire	349
374	Jugements définitifs prononcés par défaut – Régime dérogatoire pour les décisions prononcées par le tribunal de la famille	349
375	Jugements avant dire droit.....	350
Section 2. Les pouvoirs du juge d'appel quant à l'exécution provisoire.....		351
376	Article 1402 du Code judiciaire tempéré par la théorie de l'appel-nullité	351
377	Nouveauté instaurée par la loi pot-pourri V – Article 1066, alinéa 2, 6°, du Code judiciaire.....	352
378	Articulation de l'article 1066, alinéa 2, 6°, du Code judiciaire avec les spécificités liées à la matière familiale.....	352

379	Cas d'application – Refus de la cour d'appel de restaurer l'exécution provisoire expressément suspendue en première instance	353
380	Cas d'application – Refus de la cour d'appel de suspendre l'exécution provisoire applicable de plein droit.....	353
CHAPITRE 4. QUESTIONS DE DROIT JUDICIAIRE		355
Section 1. La reprise d'instance.....		355
381	Notion.....	355
382	Applications jurisprudentielles.....	356
Section 2. L'audience		357
383	Capacité d'une partie à se défendre seule – Article 758 du Code judiciaire	357
384	Cas d'application de cette disposition devant le tribunal – Refus.....	358
385	Cas d'application de cette disposition devant le tribunal – Acceptation.....	359
386	Cas d'application de cette disposition devant le notaire-liquidateur – Acceptation	359
Section 3. Les conclusions		360
387	Généralités.....	360
388	Applications jurisprudentielles.....	361
CHAPITRE 5. QUESTIONS RENCONTRÉES EN RAISON DE L'EXISTENCE D'AUTRES PROCÉDURES EN COURS.....		363
Section 1. Effet sur la liquidation-partage des décisions prises par le juge des mesures urgentes relatives à l'occupation d'un bien commun ou indivis		363
389	Position de la question	363
390	Pistes de solution	364
Section 2. L'article 1561 du Code judiciaire.....		368
391	Généralités.....	368
392	Abus de droit.....	369
393	Cas d'application – Abus de droit – Acceptation du moyen	369
394	Cas d'application – Abus de droit – Refus du moyen	370
395	Articulation de la licitation et de la liquidation-partage.....	371
396	Absorption de la licitation par la saisie-exécution immobilière	374
397	Articulation de l'article 1561 du Code judiciaire et de la procédure de règlement collectif de dettes	374
Section 3. Incidence de la règle « Le criminel tient le civil en état »		375
398	Généralités.....	375
399	Applications jurisprudentielles – Cas de refus....	376
400	Applications jurisprudentielles – Cas d'acceptation	377

PARTIE 4

L'appel

CHAPITRE 1. LA RECEVABILITÉ DE L'APPEL	383
Section 1. Généralités	383
401 Décisions appelables et susceptibles d'appel	383
402 Décisions non susceptibles d'appel – Généralités	383
403 Décisions non susceptibles d'appel – Exception – Théorie de l'appel-nullité	385
Section 2. L'appel immédiat et l'appel différé	386
404 Appel différé pour les jugements avant dire droit	386
405 Jugements définitifs	386
406 Jugement avant dire droit – Généralités	387
407 Contestation de l'opportunité de la mesure préalable	387
408 Applications jurisprudentielles	389
409 Articulation avec l'article 875 <i>bis</i> du Code judiciaire	390
410 Fausse contestation quant à la recevabilité	391
411 Jugement mixte	392
412 Jugement provisionnel	392
413 <i>Quid</i> de l'octroi d'une indemnité d'occupation « provisionnelle » en matière de liquidation-partage ?	393
414 Applications jurisprudentielles	395
415 Autorisation de l'appel immédiat du jugement avant dire droit	396
CHAPITRE 2. L'EFFET DÉVOLUTIF DE L'APPEL	399
Section 1. Généralités	399
416 Principe	399
417 Exceptions	399
Section 2. L'exception spécifique à l'effet dévolutif en matière de liquidation-partage	400
418 Article 1224/2 du Code judiciaire	400
419 Primauté de l'article 1224/2 sur l'article 1068, alinéa 2, du Code judiciaire	401
420 Effet dévolutif ne jouant pas – Modalités du renvoi	401
421 Saisine erronée du juge d'instance au mépris de l'effet dévolutif	401
422 Applications jurisprudentielles – Effet dévolutif ne jouant pas – Renvoi au premier juge	401
423 Applications jurisprudentielles – Effet dévolutif jouant emportant saisine de la cour pour le tout	402

424	Combinaison de l'effet relatif et de l'effet dévolutif	405
425	Effet dévolutif et expertise	406
426	Conséquences de l'effet dévolutif sur les dépens.....	406
Bibliographie		409
Index alphabétique.....		417